

Maurice Guenou AHLIDJA  
Institut de droit public  
43 place Charles de Gaulle  
86000 Poitiers  
Tel : 0549454775  
e-mail : guenou.ahlidja01@univ-poitiers.fr

## FORMATION ET DIPLÔMES

Depuis le 1<sup>er</sup> Septembre 2018 : Maître de conférences à l'Université de Poitiers

2017-2018 : Qualification aux fonctions de Maître de conférences par la Section 02 du CNU

2011-2016 : **DOCTORAT en droit public** – Thèse : *Indemnisation et responsabilité sans faute en droit administratif français*, soutenue le 13 décembre 2016 à l'Université de Poitiers sous la direction du professeur Benoît Delaunay et la codirection du professeur Antoine Claeys. **Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité**

Composition du jury : jury présidé par le professeur Nathalie Albert (Doyen de la Faculté de Droit, d'Économie et des Sciences sociales de Tours) et composé des professeurs Maryse Deguegue (Université Panthéon-Sorbonne Paris I, rapporteure), Aude Rouyère (Université de Bordeaux, rapporteure), Benoît Delaunay (Université Panthéon-Assas Paris II, directeur), Antoine Claeys (Université de Poitiers, codirecteur) et de Jean-François Lachaume (professeur émérite de l'Université de Poitiers, membre)

**Prix de thèse** de la Faculté de droit et du Barreau de Poitiers ; **thèse publiée** à la LGDJ, février 2018, vol. 92, 514 p.

2010-2011 : **MASTER II Recherche de Droit Public Fondamental**, Mémoire : *Le principe de spécialité des établissements publics* sous la direction de M. le prof. B. DELAUNAY- Université de Poitiers, *mention Assez-bien*

2008-2009 : **MASTER I Droit Public** - Université de Lomé *mention Bien*

2005-2008 : **LICENCE Droit Public** - Université de Lomé

## ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

Depuis le 1<sup>er</sup> Septembre 2018 : Maître de conférences à l'Université de Poitiers

- Cours magistraux : Droit constitutionnel (Licence 1 ; Les institutions administratives (Licence 1 Droit) ; Droit administratif général (L2 Droit-AES)
- Séminaires Master 2 : Responsabilités contractuelles ( Master 2 DAS et commande publique publique) ; La dématérialisation de l'action publique (Master 2 Droit de l'action publique), Droit des concessions (Master 2 Commande publique)

**2017-2020 : Teaching assistant à Sciences Po Paris** : Droit public général (Master Affaires publiques)

## 2016-2018 : Chargé d'enseignement à l'Université de Poitiers

### Travaux dirigés

- Droit constitutionnel (Licence 1<sup>ère</sup> année)
- Droit administratif des biens (Licence 3<sup>ème</sup> année droit public)

## 2014-2016 : Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche-Université de Poitiers

### Travaux dirigés

- Droit constitutionnel (Licence 1<sup>ère</sup> année)
- Droit administratif général (Licence 2<sup>ème</sup> année)
- Droit des services publics (Master 1<sup>ère</sup> année droit public)
- Droit public des affaires (Master 1<sup>ère</sup> année droit public)
- Droit des contrats publics (Master 1<sup>ème</sup> année)

### Cours magistraux

- Institutions publiques françaises et européennes (Licence 1<sup>ère</sup> année IUT)
- Droit de la concurrence (Licence 2<sup>ème</sup> année IUT)

## 2011-2014 : Doctorant contractuel avec mission d'enseignement

### Travaux dirigés

- Droit administratif général (Licence 2<sup>ème</sup>-année)
- Droit des collectivités territoriales (Master 1 droit public)

## ACTIVITÉS DE RECHERCHE

### *Ouvrage*

- *Indemnisation et responsabilité sans faute en droit administratif français*, LGDJ, coll. Faculté de droit de Poitiers, vol. 92, 2018, 514 p.

### *Articles*

- « La répétition de l'indu et les personnes publiques », *RFDA*, 2018, n°1, p. 175-187.
- « Le sous-contrat en droit public », *RFDA*, 2018, n°5, p. 915-928.
- « L'évaluation du préjudice aux États-Unis d'Amérique », in *La responsabilité de la puissance publique en droit comparé*, A. Antoine et T. Olson (dir.), Société de législation comparée, vol. 25, décembre 2016, p. 393.

### ***Contributions, notes de jurisprudence et chroniques***

- « Le juge administratif et le principe constitutionnel de fraternité », conférence d'actualité de l'Institut de droit public de Poitiers, mars 2019.
- « La constitutionnalité du droit de préemption en cause : à propos de l'article 10 de la loi du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ». Commentaire sous CC, 9 janv. 2018, QPC, François P., n° 2017-683, *Constitutions, Dalloz*, n°1, juillet 2018, p. 82.
- « La responsabilité administrative », communication à l'Université d'été *facultatis iuris Pictaviensis* « Les responsabilités », Poitiers juillet 2017.
- « Chronique annuelle de droit administratif français – année 2017 », *Revue européenne de droit public*, été 2018, vol. 30.
- « Chronique annuelle de droit administratif français – année 2018 », *Revue européenne de droit public*, été 2019, vol. 31.

### **RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES ET ADMINISTRATIVES**

- 2018-2021 : Correcteur associé au jury du concours externe d'administrateur de l'Assemblée Nationale
- 2020-2021 : Membre du forum de jeune recherche « les nouvelles formes de responsabilités »
- 2017-2020 : Direction de la chronique « Droit administratif français » de la *Revue européenne de droit public*
- 2016-2017 : Membre du jury de sélection de la faculté de droit de Poitiers pour le concours de plaidoirie en droits de l'homme René Cassin
- Depuis 2012 : Membre de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA)
- Depuis 2011 : Membre de l'Institut de droit public (EA 2623) de l'Université de Poitiers

### **COMPÉTENCES LINGUISTIQUES ET INFORMATIQUES**

- Langues: Anglais (courant)
- Maîtrise des plateformes pédagogiques (Moodle, Webcampus...)